



Stratégie énergétique 2050

Intervention sur l'initiative populaire « Sortir du nucléaire »

Monsieur le Président,

Madame la conseillère fédérale,

Chères et chers collègues,

Sur le principe, la décision est prise : la Suisse ne construira pas de nouvelles centrales nucléaires. Ces installations sont trop dangereuses, trop coûteuse et finiront selon toute vraisemblance par coûter un saladier au contribuable, lorsqu'il faudra cofinancer le démantèlement des centrales et la gestion des déchets nucléaires pendant un million d'années, parce que l'on s'apercevra que l'argent mis de côté dans les fonds ne suffira pas.

Nous venons d'adopter une bonne loi qui pose les bases du développement des alternatives au nucléaire, en termes d'efficacité de renouvelable. Tout cela est très bien, sauf que, si nos centrales nucléaires existantes sont exploitées 60 ou 70 ans, nous aurons deux problème :

1. Un problème de sécurité publique, assez évident, car les centrales nucléaires ne sont rien d'autres que des machines, mais des machines qui doivent garantir en tout temps un niveau très élevé de sécurité, en raison des risques inhérents à la radioactivité.
2. Mais surtout, la transition énergétique connaîtra un problème de crédibilité s'il n'y a pas de calendrier clair pour l'arrêt des centrales nucléaires. En effet, comment les investisseurs, collectivités publiques et entreprises privées, pourront-elles investir dans le renouvelable si elles doivent craindre d'être encore concurrencées en 2040 par de vieilles centrales nucléaires amplement amorties ? En Suisse, nous aimons bien pointer du doigt le fait que l'Allemagne n'a pas réduit sa production électrique d'origine charbonnière et gazière ces dernières années, alors même que le renouvelable s'est développé. Nous identifions ainsi la cause de la baisse des prix de gros de l'électricité, qui fait tant souffrir notre hydroélectricité. Ce faisant, on oublie l'effet de la production nucléaire sur le prix de l'électricité en Suisse. Alors que la consommation d'électricité s'est plus ou moins stabilisée au cours des cinq



dernières années, nous avons progressé en matière de renouvelable, et la production additionnelle depuis 2008 correspond désormais quasiment à la production d'une petite centrale nucléaire. Il y a donc clairement un excédent d'offre, et plus l'on développera le renouvelable plus le phénomène se renforcera. Il faut donc, progressivement, fermer les anciennes centrales nucléaires en commençant par les plus anciennes. Sinon, nous vivrons un déséquilibre total entre l'offre et la demande.

C'est vrai, je viens d'un canton qui produit beaucoup d'énergie hydraulique, où le renouvelable a une place de choix et qui possède un potentiel particulièrement élevé.

Et la situation est claire : la subsistance d'une production nucléaire pendant trop longtemps, et sans date claire d'arrêt des centrales, est une hypothèque sur la pérennité économique de la force hydraulique existante et, bien entendu, sur le développement de toute capacité additionnelle de renouvelable. Finalement, c'est le principal point de divergence entre le projet de loi et l'initiative. L'initiative mise non seulement sur l'efficacité et le développement du renouvelable, mais se fixe avec sagesse une durée d'exploitation maximale pour les centrales nucléaires. En offrant cette sécurité de planification, qui est d'ailleurs aussi dans l'intérêt des exploitants de centrales nucléaires eux-mêmes, l'initiative pose les bases d'un cadre fiable pour la transition énergétique.

Au nom de toutes les régions de montagne, et au nom de tous ceux qui veulent à une transition ordonnée vers le renouvelable, je vous demande de recommander au peuple et aux cantons d'accepter cette initiative populaire.